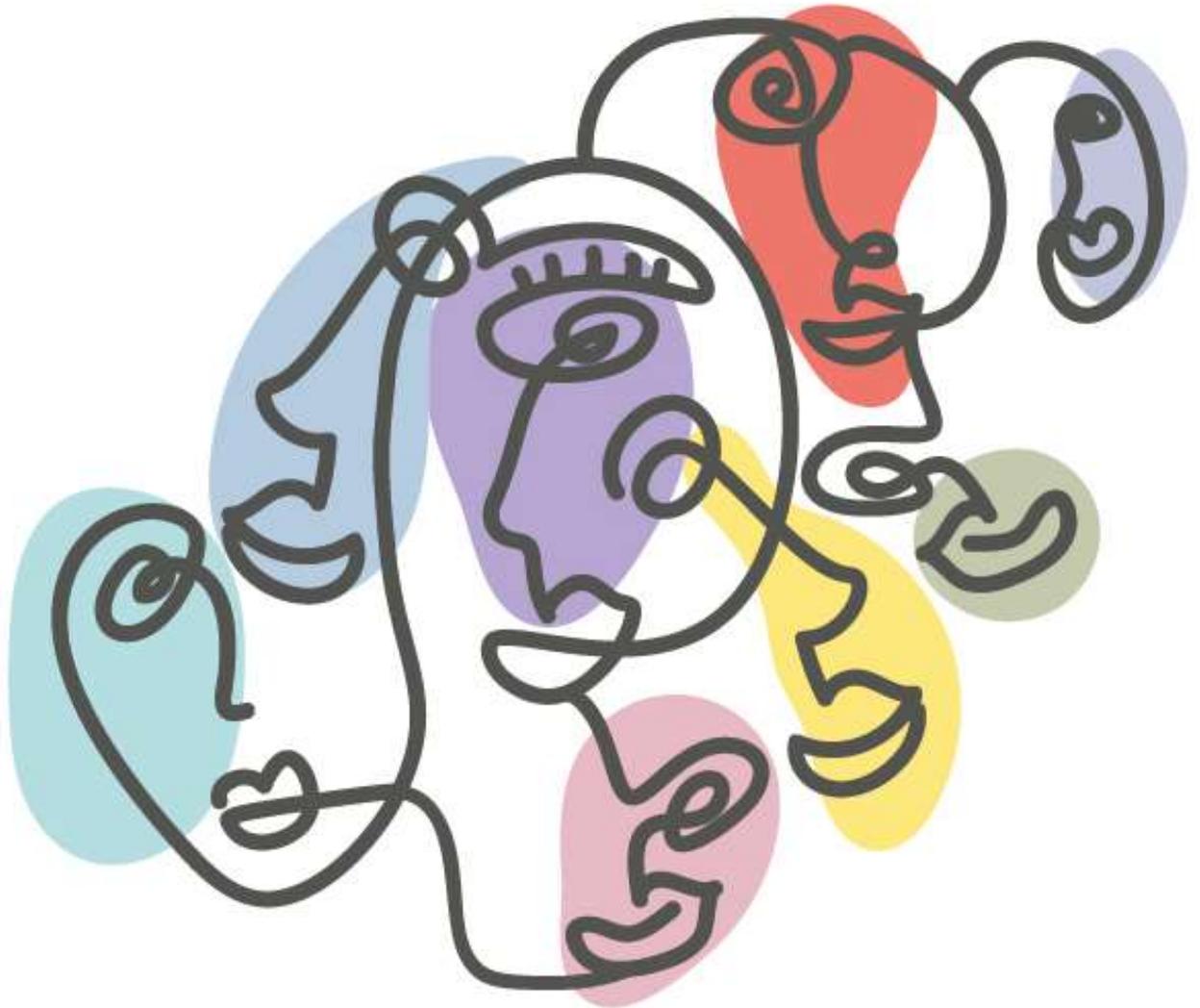




**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364



Cours de formation
Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen :
Une approche interdisciplinaire

Module 4
Accès des femmes migrantes au marché du travail et à l'entrepreneuriat



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Table des matières

[Introduction](#)

[Chapitre 1. Marché du travail et migration féminine.](#)

[Chapitre 2. Stratégies d'inclusion professionnelle mises en œuvre par les femmes migrantes dans le contexte actuel](#)

[Chapitre 3. Limites existantes pour favoriser l'intégration professionnelle des femmes migrantes nouvellement arrivées et recommandations pratiques pour une intervention adéquate des professionnels dans une approche de genre](#)

[Chapitre 4. Approche Pratique au Niveau National](#)

- [Grèce](#)
- [Espagne](#)
- [France](#)
- [Italie](#)
- [Portugal](#)
- [Slovénie](#)

[Chapitre 5: Dimension Européenne](#)

[Documents Téléchargeables](#)

[Objet pédagogique/ activité pratique](#)

[Glossaire](#)

Introduction

Le scénario de la vidéo met en scène la problématique de déclassement et de disqualification que les femmes migrantes hautement qualifiées peuvent rencontrer sur le marché du travail. Cet angle d'analyse permet de mieux comprendre les difficultés que toutes les femmes migrantes peuvent affronter sur le marché du travail, malgré leurs qualifications, leurs compétences linguistiques, etc.

Arrivée en Europe par le regroupement familial, notre protagoniste est confronté à l'absence d'équivalence de son diplôme et de son titre d'avocat qu'elle a obtenus dans son pays et à la difficulté de trouver un emploi en dehors du secteur de *Care* en raison de son âge. Elle reçoit des propositions d'offres d'emploi qui ne correspondent pas à sa formation ou à ses qualifications professionnelles. Ces offres d'emploi précaires et peu qualifiées sont présentées comme une solution stratégique et pragmatique pour disposer de ressources financières en attendant de payer les études d'équivalence de son diplôme.

Marché du travail et migration des femmes

La question du travail des femmes est apparue comme un objet de lutte sociale pour les mouvements féministes et un objet d'étude dans les sciences sociales à la fin des années 1960. Les femmes immigrées suscitent un intérêt croissant auprès des autorités européennes. La députée européenne Gisèle Halimi a consacré un chapitre aux femmes immigrées dans son ouvrage sur la situation de ces femmes en Europe (*Plaidoyer pour l'égalité*, 1995). Elle y présente les difficultés rencontrées par les femmes immigrées pour obtenir un emploi. Discuter de la place des femmes immigrées sur le marché du travail en France et en Europe et des facteurs qui expliquent leur intégration et leur exclusion implique un intérêt certain pour cette question de la part des différents acteurs publics et privés (pouvoirs publics, syndicats, associations, ONG, etc.). En outre, elle souligne l'importance de déterminer et de reconnaître les multiples facteurs et, si possible, d'évaluer leur impact sur la base de données tant quantitatives que qualitatives. En



Europe, le marché du travail est comme tous les autres : l'équilibre provient de la confrontation entre l'offre et la demande. Le marché du travail présente un pourcentage élevé de salariés payés au salaire minimum et un problème de dualité du marché du travail entre un secteur protégé et un second secteur où la flexibilité et la précarité sont plus concentrées.

Caractéristiques du marché du travail :

De plus en plus de femmes immigrées travaillent, mais **leur taux d'activité reste inférieur** à celui des hommes immigrés et des femmes non immigrées. Elles sont également plus nombreuses à occuper **des emplois à temps partiel, précaires et généralement involontaires**. Elles sont surtout présentes dans les **services indirects aux particuliers** (assistantes maternelles, aides à domicile pour les personnes âgées, femmes de ménage, concierges) et **dans le secteur du Care**. Ils sont également **nombreux dans les services offrant des emplois non qualifiés** tels que la restauration, l'hôtellerie, les supermarchés, le nettoyage, les services aux entreprises. Cette spécialisation signifie une **situation professionnelle précaire et une plus grande exposition au chômage** que les femmes immigrées subissent une double discrimination dans le monde du travail en raison de leur origine réelle ou supposée et de leur sexe. Il est également essentiel de prendre en compte **l'emploi dit informel** où les femmes immigrées travaillent sans être déclarées, et donc connues et reconnues par les services de l'Etat.

Institutions impliquées dans l'intégration professionnelle :

L'intégration professionnelle des femmes migrantes implique divers organismes administratifs publics et associations travaillant dans l'économie sociale et solidaire. Les pouvoirs publics promeuvent des actions dans différents secteurs des politiques d'intégration et d'inclusion des femmes : équivalence des compétences, formation linguistique, marché du travail, entrepreneuriat, éducation, formation, égalité des sexes et lutte contre la violence envers les femmes.

L'accès aux services publics est conditionné par la résidence légale et l'autorisation de travail. Cela exclut les femmes qui sont en situation irrégulière. Leur accès aux institutions d'insertion professionnelle est minimal. Ces femmes se retrouvent dans des difficultés sociales, professionnelles et économiques supplémentaires. Les initiatives et services de l'économie alternative peuvent leur offrir un accès rare et inconditionnel, considéré comme un tremplin et un soutien précieux dans leur processus de migration et d'inclusion.

Les difficultés d'être "femme", "migrant" et "demandeur d'emploi" :

L'entrée sur le marché du travail des femmes migrantes est plus tardive et plus complexe que celle des hommes étrangers ou des femmes en raison d'obstacles spécifiques et supplémentaires liés à leur genre et/ou à leur parcours migratoire : **obtention d'un titre de séjour (et de son renouvellement) et d'un permis de travail, maîtrise de la langue, accès à l'information, manque de qualification, absence de réseau professionnel et social, difficultés de mobilité, difficultés de garde d'enfants, stéréotypes liés à leur origine, discriminations à l'embauche, écarts salariaux plus importants chez les femmes, exposition à différentes formes de violence, inadéquation des emplois et surqualification des femmes migrantes hautement qualifiées**, etc.

Pour celles qui ont un niveau d'éducation, de qualification, et/ou une expérience professionnelle confirmée dans leur pays d'origine, leurs difficultés sur le marché du travail se traduisent par une expérience de **déclassement professionnel**. Quelle que soit leur nationalité, les femmes sont systématiquement plus susceptibles d'être reléguées à des postes inférieurs à leurs qualifications. Les femmes immigrées (hors migrants européens) ont plus de difficultés à trouver un emploi, et bien plus un emploi correspondant à leur formation. Cela peut s'expliquer, en partie, par les discriminations et les stéréotypes liés à leur sexe et à leur origine. De plus, **tout diplôme obtenu à l'étranger n'est pas systématiquement reconnu**, ce qui représente un obstacle supplémentaire pour les femmes migrantes. Elles peuvent accepter des emplois qui ne correspondent pas à leur profil par nécessité de survie.

Les femmes immigrées sont **surreprésentées dans les métiers dits "du Care"**, métiers en tension vers lesquels les différents services sont tentés d'orienter les femmes migrantes, car ces orientations conduisent plus rapidement à l'embauche. C'est également dans ces activités avec les personnes que **se concentre le travail informel**. Les femmes peuvent choisir de travailler dans l'idée de gagner plus sans payer d'impôts ou être contraintes d'accepter un travail informel si elles n'ont pas de permis de travail. Dans ce cas, elles sont exposées à des risques supplémentaires d'exploitation et à l'absence de protections sociales et professionnelles. En outre, si elles sont maltraitées et exploitées au travail, elles peuvent craindre les conséquences juridiques de leur travail non déclaré, ce qui les empêcherait de demander de l'aide.

En outre, la participation des femmes migrantes au marché du travail dépend de la manière dont elles peuvent **négoier la redéfinition et la répartition de leurs responsabilités domestiques**, ce qui pourrait les empêcher de participer pleinement au marché du travail et aux programmes d'intégration, aux bilans de compétences, aux mesures

de formation et de recyclage, etc.

Ressources en ligne

European Commission on non-EU migrants

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1274&langId=en>

Ce site de la Commission européenne présente des informations sur l'inclusion des migrants non européens.

OECD, "Gaps in the EU Labour Market Participation Rates: an intersectional assessment of the role of gender and migrant status", 2020

<https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC121425>

Cette étude analyse la manière dont les statuts sociaux croisés façonnent la participation au marché du travail, avec un accent particulier sur le genre et le statut de migrant. Elle montre par exemple que, lorsqu'elles sont employées, les femmes migrantes sont plus susceptibles d'être surqualifiées pour leur emploi que les femmes autochtones.

OECD & ILO, "Tackling Vulnerability in the Informal Economy", 2019

https://read.oecd-ilibrary.org/development/tackling-vulnerability-in-the-informal-economy_939b7bcd-en#page1

Ce rapport consacre un chapitre à l'analyse de la dimension de genre de l'informalité. Il fournit des preuves des disparités entre les sexes dans l'emploi informel et montre les contraintes liées au genre dans les résultats de l'emploi et l'accès à la protection sociale. Des priorités sont également identifiées pour les décideurs politiques à travers une perspective de genre.

OECD, "Is Informal Normal?: Towards More and Better Jobs in Developing Countries. Women in Informal Employment. What Do We Know and What Can We Do?"

https://read.oecd-ilibrary.org/development/is-informal-normal/women-in-informal-employment_9789264059245-6-en#page1

Ce rapport explique la situation des femmes dans l'emploi informel et les obstacles qu'elles rencontrent. Il met également en lumière les différentes stratégies visant à renforcer l'autonomie des femmes par le biais de l'éducation, de l'offre de services de garde d'enfants et de la microfinance.

Kofman, E. 'Towards a gendered evaluation of (Highly) skilled immigration policies in Europe' *International Migration*, 2014, 52(3): 116- 28. DOI: 10.1111/imig.12121

Stratégies d'inclusion professionnelle mises en œuvre par les femmes migrantes dans le contexte actuel

La situation professionnelle des femmes migrantes est généralement évoquée pour mettre en évidence les problèmes de discrimination, de chômage et les difficultés d'intégration. Mais cette réalité tend souvent à occulter la diversité des réponses apportées individuellement ou collectivement par les femmes immigrées pour faire face aux difficultés bien réelles de leur intégration sur le marché du travail. Comme nous l'avons mentionné dans le premier chapitre, les femmes immigrées occupent des emplois moins qualifiés. En termes de conditions d'emploi, les femmes immigrées font face à une plus grande insécurité et sont plus touchées par le travail à temps partiel.

Des stratégies diversifiées pour accéder à l'emploi

Bien que les femmes migrantes aient accès à moins d'emplois, elles disposent de ressources spécifiques qui constituent des atouts sur le marché du travail. Elles bénéficient d'un **réseau social et communautaire** qui s'avère efficace pour trouver un emploi et s'investir dans l'entrepreneuriat. La solidarité de leurs origines et de leurs affiliations est une ressource sociale importante. **La connaissance du pays d'accueil et les compétences linguistiques** peuvent aider à la recherche d'un emploi. Le rôle économique des étrangers recouvre plusieurs dimensions. La première d'entre elles est le rôle de "soutien" au développement économique du pays d'accueil. En



s'installant en Europe, les femmes immigrées fournissent la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion de certains secteurs de l'économie. En effet, au-delà de la dimension quantitative, il y a aussi une dimension qualitative à prendre en compte : les femmes immigrées occupent des emplois délaissés pour des raisons de salaire, de conditions de travail ou de reconnaissance sociale. Cela permet le bon fonctionnement de ces secteurs et contribue au maintien du système économique : **les prélèvements obligatoires payés par les immigrés permettent au système social et fiscal de s'autofinancer.**

Au-delà de ce rôle économique "par défaut", les ressources des différentes communautés leur ont permis d'investir dans des professions et des secteurs particuliers, du fait de la force de leurs réseaux. On constate donc que les femmes migrantes bénéficient de stratégies collectives liées à une appartenance communautaire qui leur fournit des services non marchands, liés à des systèmes d'entraide, de partage d'informations, et à une logique de réseau propice à la pénétration et au développement de marchés ciblés. Ainsi, les réseaux associatifs se structurent en partie autour de bases communautaires qui fédèrent les différents acteurs. Il est possible de dire que les stratégies collectives développées par les immigrants constituent une forme de réponse aux problèmes du marché du travail fermé. C'est par la force des réseaux qu'ils peuvent compenser les handicaps importants qu'ils rencontrent sur le marché du travail.

L'entrepreneuriat est un autre choix possible pour ces femmes car il leur permet de contourner la difficulté d'intégrer un marché du travail contraignant, fluctuant et discriminant. L'activité économique dépasse la simple logique de création de richesse. Elle développe un potentiel d'intégration sociale et de socialisation. Plus vulnérables en matière d'emploi, les femmes migrantes créent plus souvent des entreprises pour acquérir un statut ou un emploi que dans le but de s'enrichir. Les secteurs d'activité dans lesquels les femmes immigrées créent leurs entreprises tendent à se "normaliser" : auparavant concentrées dans les secteurs de la restauration et du commerce de proximité, elles investissent désormais dans tous les secteurs de l'économie (activités de services, professions libérales, etc.). **Nombre d'entre elles investissent dans des niches ethniques et mobilisent leurs réseaux communautaires.**

En raison des difficultés à obtenir un emploi correspondant à leurs qualifications, les femmes migrantes sont souvent contraintes de redéfinir leurs attentes professionnelles et il n'est pas rare qu'elles acceptent un "**emploi de survie**" pour subvenir à leurs besoins. Ce choix est souvent le résultat de stratégies qui nécessitent une attention particulière, comme la situation familiale de ces femmes et la redéfinition de leur rôle au sein du foyer.

Les **migrations successives et les projets de mobilité** constituent d'autres stratégies et apparaissent comme une issue plausible à une situation d'exclusion du marché du travail ou une issue possible vers la réalisation d'une carrière. Nous soulignons, par exemple, le phénomène des travailleurs frontaliers qui traversent les frontières pour un meilleur avenir, notamment dans des professions qualifiées très recherchées, tout en mettant en évidence les difficultés d'accès au logement ; les seconds projets de mobilité après l'obtention d'un permis de séjour qui élargit l'accès au marché du travail dans d'autres pays européens.

Mesures politiques pour l'intégration des femmes migrantes pendant le Covid-19

L'intégration professionnelle des femmes migrantes est un enjeu majeur dans de nombreux pays. Au confluent de la solidarité, de l'impact social et de la pertinence économique, le sujet est l'une des questions majeures qui a gagné en importance durant cette crise sanitaire. La pandémie a mis en évidence le rôle indispensable des femmes migrantes travaillant dans des activités de soins et d'autres services et professions dits "essentiels" qui permettent à la société de fonctionner.

D'une part, la pandémie de Covid-19 a exacerbé les inégalités sociales, dont les femmes souffraient déjà le plus, exposant les vulnérabilités en matière d'emploi, d'accès à l'éducation et aux services de santé. D'autre part, la violence sexiste a également augmenté en raison des pressions économiques et sociales dans un contexte de restrictions de mouvement et de mesures d'isolement. Ainsi, au niveau européen, des mesures spécifiques d'intégration des femmes migrantes ont été prises afin d'atténuer les effets des périodes d'enfermement liées au Coronavirus. De nombreuses associations et institutions se sont mobilisées pour poursuivre l'accompagnement et ont adapté leurs modalités de prise en charge pour maintenir le lien avec le public (contact téléphonique individuel, groupe WhatsApp, développement de modules de formation en ligne...).

Ressources en ligne

L'intégration des femmes migrantes en France : politiques et mesures





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Europe-et-International/Le-reseau-europeen-des-migrationsREM3/Le-reseau-europeen-des-migrations-REM2>

Ce rapport vise à comprendre dans quelle mesure les femmes migrantes sont spécifiquement prises en compte dans les politiques et mesures d'intégration en France.

JRC (2020), Immigrant Key Workers: Their Contribution to Europe's COVID-19 Response

https://ec.europa.eu/knowledge4policy/sites/know4pol/files/key_workers_covid_0423.pdf

Cette note présente les contributions des travailleurs migrants dans le contexte de la Covid-19 et leurs efforts pour maintenir les services essentiels en fonctionnement. La crise du Covid-19 a rendu leur rôle clé encore plus évident.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Contraintes existantes pour favoriser l'intégration professionnelle des femmes migrantes nouvellement arrivées et recommandations pratiques pour une intervention adéquate des professionnels avec une approche de genre.

Ces dernières années, on a assisté à une prise de conscience progressive des institutions européennes sur la question de l'intégration professionnelle des femmes migrantes. En novembre 2008, les membres de l'Union européenne ont affirmé leur volonté de promouvoir les droits des femmes, de lutter contre les discriminations et les violences.

L'approche de genre dans les politiques européennes

Le Lobby européen des femmes migrantes (LEF), lancé en juin 2010, définit les positions et stratégies communes suivantes :

- Promouvoir l'égalité de traitement, les droits et une meilleure intégration des femmes en Europe ;
- Contribuer à l'élaboration de politiques européennes qui ont un impact positif sur la vie des femmes ;
- Encourager la diffusion des politiques sociales et la mise en œuvre d'actions destinées aux femmes ayant des besoins spécifiques ;
- Représenter les membres du réseau et faire du lobbying pour la cause des femmes migrantes ;
- Soutenir les organisations et les mouvements de femmes migrantes par des activités d'information et de formation.

L'objectif est de surmonter les difficultés d'accès à l'emploi des femmes migrantes, notamment en raison de leurs origines diverses et de la méconnaissance du service public de l'emploi. D'autre part, les femmes migrantes nouvellement arrivées sont plus susceptibles de subir des violences en raison de leur situation précaire, il est important de mettre en œuvre des actions de protection et de promotion pour leur intégration.

Il est conseillé de mener des **actions de sensibilisation** auprès des professionnels de l'accompagnement (services sociaux, aide juridique, etc.) afin d'identifier et de reconnaître les compétences des femmes migrantes nouvellement arrivées.

Des **formations pourraient être dispensées dans une perspective de genre** pour les professionnels ou services intervenant dans différents domaines (égalité des sexes, travail, formation, droits, immigration et intégration, lutte contre les violences faites aux femmes, etc.)

Mobiliser les acteurs locaux (ONG, associations, réseaux, etc.) pour mieux informer les femmes migrantes le plus tôt possible après leur arrivée (accès aux droits, services d'intégration professionnelle, possibilités de formation, etc.) - **actions anticipées et investissement à long terme**. Cela peut faciliter la fourniture **d'informations directement** aux femmes étrangères sur les mesures de soutien disponibles pour les aider à trouver un emploi.

Des politiques devraient être mises en place pour **faciliter la reconnaissance des compétences et l'accès à l'emploi des femmes étrangères** et pour promouvoir la **participation des femmes migrantes** à l'élaboration des connaissances et des politiques. Une politique spéciale pourrait être très utile en termes de **garantie et de soutien financiers** (par exemple, le revenu universel) pour les femmes migrantes pendant la période de transition : cette garantie permet aux femmes migrantes d'être indépendantes et les aide à échapper à l'exploitation et à la domination dans diverses formes de travail formel ou informel, aux multiples dépendances vis-à-vis de leur famille, aux contrôles et aux pressions de leur groupe d'appartenance.

Des réseaux et des échanges sont nécessaires entre les services de soutien, les décideurs publics, les chercheurs universitaires et les femmes migrantes. Ainsi, nous pouvons mieux comprendre la situation de l'intégration professionnelle des femmes en général et des femmes étrangères en particulier, par exemple en recueillant les bonnes pratiques et les expériences européennes.

La **diffusion des résultats des recherches** sur l'intégration professionnelle des femmes migrantes favorise la

déconstruction des stéréotypes dont elles font l'objet et pourrait améliorer l'orientation des femmes vers un emploi correspondant.

Ressources en ligne

Jane Freedman, "Women, Migration and Activism in Europe"

<https://journals.openedition.org/amnis/604?lang=en>

Ce document analyse la façon dont les schémas migratoires sexués caractérisent la situation des femmes dans leur intégration dans les sociétés européennes. Il montre comment les femmes se battent pour leurs droits au sein de ces sociétés et luttent contre les obstacles supplémentaires qu'elles rencontrent par rapport aux hommes migrants : par exemple, ceux dans la sphère du travail domestique et du *Care*.

World bank, "The Long Shadow of Informality: Challenges and Policies", 2021

<https://www.worldbank.org/en/research/publication/informal-economy>

Cette étude analyse l'étendue et les corrélats de l'informalité et ses implications pour une reprise économique durable après la crise de Covid. Elle aide à comprendre le phénomène informel dans une vision globale avec une approche à la fois quantitative et qualitative et des recommandations de politiques et d'actions spécifiques au contexte.

Downloadable Documents

Amandine Bach, "Social Integration of Ethnic Minority Women: Policy Proposals"

FEMM Committee hearing, 7 April 2010 – Speaking notes

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjg54GE3OX1AhXCyYUKHY6OA1IQFnoECAQQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.europarl.europa.eu%2Fcmsdata%2F61683%2Fatt_20100407ATT72310-1901284098045286488.pdf&usq=AOvVaw3ePIJhGQ85ef6CtDeWsJSo

Cette note d'intervention énumère les différentes recommandations du EWL concernant les femmes migrantes et leur intégration dans les sociétés européennes.

Johannes Jütting & Angela Luci & Christian Morrisson, "Why Do so many Women End up in Bad Jobs?: A Cross-country Assessment," OECD Development Centre Working Papers 287, OECD Publishing, 2010.

https://www.oecd-ilibrary.org/fr/why-do-so-many-women-end-up-in-bad-jobs_5kmlhrlz6br0.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpaper%2F5kmlhrlz6br0-en&mimeType=pdf

Ce document se concentre sur la question de la "féminisation des mauvais emplois" dans les pays en développement en analysant le rôle des institutions sociales, des normes sociales et des lois informelles dans le façonnement du marché du travail.

Approche pratique au niveau national

Grèce

La connaissance de la langue du pays d'accueil et l'accès à son marché du travail sont les tremplins du processus d'intégration pour toutes les femmes migrantes. Cependant, la division du travail piège les femmes migrantes, presque exclusivement dans le secteur informel du marché du travail du pays. En Grèce, les femmes migrantes font désormais partie d'une réserve de main-d'œuvre bon marché qui se renouvelle en permanence, tandis que la division du travail incite et piège les migrants dans le travail salarié et les emplois à faible statut/bas salaire, en les distinguant par classe, sexe, race-nationalité et mode d'entrée dans le pays. En Grèce, les femmes migrantes sont employées comme domestiques à domicile (nettoyage et soins), directement dans les foyers d'employeurs grecs, pour subvenir à leurs besoins et surtout à ceux de leur famille dans leur pays d'origine.

En raison des déficiences du système national de protection sociale, il existe toujours une demande de domestiques dans la société grecque, en particulier de travailleuses sous contrat, non seulement de la part de la classe supérieure mais aussi de la classe moyenne, parce que ces employeurs ont besoin de transférer la charge des tâches domestiques et familiales et aussi satisfaire le statu quo. En ce qui concerne la participation des femmes migrantes aux principaux secteurs d'activité économique, 59,4 % d'entre elles travaillent dans le secteur des ménages, suivi par l'hébergement et la restauration (17,2 %), l'industrie manufacturière (7,2 %), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (3,5 %) et le commerce de gros et de détail (2,7 %). L'économie souterraine en Grèce est estimée à 29,4 % du PIB du pays. En outre, le pourcentage de travailleurs non assurés est parmi les plus élevés au monde (37,3 %), tout comme le pourcentage d'immigrants en situation irrégulière qui travaillent (4,4 %). La loi 4375/2016, dans ses articles 69 et 71, prévoit un accès complet et automatique au marché du travail pour les bénéficiaires de la protection internationale (emploi salarié ; prestation de services ou travail ; exercice d'une activité économique indépendante.). Cependant, dans la réalité, les taux de chômage sont très élevés, ce qui est partiellement mais pas exclusivement attribué au manque de compétences en langue grecque. En outre, les réfugiés rencontrent des obstacles pour s'inscrire à des programmes de formation professionnelle, car la majorité d'entre eux ne peuvent pas fournir de preuves (diplômes d'études secondaires, etc.) de leur formation, qui est une condition préalable à la participation. Les recommandations d'amélioration comprennent : L'évaluation précoce des compétences, la mise en réseau avec les employeurs, les formations et les stages, L'information concernant les droits du travail et l'apprentissage des langues.

La stratégie nationale d'intégration 2019 comprenait des mesures politiques telles que : l'enregistrement et la reconnaissance des qualifications et des compétences (4.1.), la cartographie du parcours éducatif, de l'expérience professionnelle et du profil professionnel des bénéficiaires et des demandeurs de protection internationale (4.1.1.), la création d'un système d'information afin de traiter qualitativement et quantitativement les données de la cartographie des compétences et son interconnexion avec les services pertinents (4.1.2.). Concernant les mesures politiques visant à faciliter l'accès au marché du travail (4.2.) : La promotion de l'emploi dans l'économie rurale et la transformation des bénéficiaires (4.2.1.), la protection internationale (4.2.2.), le tutorat, la formation et les stages pour faciliter l'accès au marché du travail des bénéficiaires de la protection internationale, et la promotion de l'esprit d'entreprise(4. D'une part, la pandémie de Covid-19 a exacerbé les inégalités sociales, dont les femmes souffraient déjà le plus, en exposant les vulnérabilités en matière d'emploi, d'accès à l'éducation et aux services de santé. D'autre part, la violence sexiste a également augmenté en raison des pressions économiques et sociales dans un contexte de restrictions de mouvement et de mesures d'isolement. Ainsi, au niveau européen, des mesures spécifiques d'intégration des femmes migrantes ont été prises afin d'atténuer les effets des périodes d'enfermement liées au Coronavirus. De nombreuses associations et institutions se sont mobilisées pour poursuivre l'accompagnement et ont adapté leurs modalités de prise en charge pour maintenir le lien avec le public (contact téléphonique individuel, groupe WhatsApp, développement de modules de formation en ligne...).

Références

Avlona, N. et al. (2022). Deliverable 3.2 – Report on migrant women needs to be entrepreneur. Approaches To valorise the High ENTrepreneuriAl potential of migrant women to contribute to their social and economic integration- ATHENA. (957906-AMIF- 2019-AG-CALL). Athens: Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP)

https://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2022/02/D3.2_ELIAMEP_Report.pdf



Le projet ATHENA vise à réduire l'écart entre les résultats de l'intégration des hommes et des femmes migrants en améliorant l'entrepreneuriat des femmes migrantes par le biais de services améliorés, de politiques liées et de soutien aux femmes entrepreneurs migrantes.

Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos (2018). Report on Good Practices (Deliverable 1.1 LION-Project). Synthesis Report. Report part of project Local Alliance for Integration "776213/LION" (AMIF-2016-AG-INTE). Athens: Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos.

<http://allianceforintegration.eu/wp-content/uploads/2019/07/D1.1-Report-on-best-practices.pdf>

Ce rapport tente de présenter la politique et les bonnes pratiques au niveau de l'UE et des États membres de l'UE, avec une attention particulière au cas de la Grèce, en ce qui concerne l'intégration sociale des NTC par le biais de l'emploi, de l'éducation, des soins, de l'aide sociale et de la coexistence interculturelle..

Fouskas, T., Hatzopoulos, V., Grigoriou, P., Karabelias, G., Tsobanoglou, G., de Maio, A., Kazanas, K. and Mine, F. (2018). Labour market integration of third-country nationals in EU member states. Athens: European Public Law Organization (EPLO)/Hellenic Ministry for Migration Policy/European Commission/European Migration Network.

<http://emn.immigration.gov.gr/en/repository/send/25-2018/67-emn-study-1-2018-labour-market-integration-of-third-country-nationals-in-eu-member-states>

L'étude ciblée du Réseau européen des migrations pour l'année 2018 vise à informer les États membres et la Commission européenne de tous les développements concernant les politiques d'intégration sur le marché du travail visant les ressortissants de pays tiers en Grèce.

Fouskas, T., Martiniello, M., Koulierakis, G., Economou, C., de Maio, A. and Mine, F. (2020). Annual Report 2019 on Migration and Asylum in Greece: National Report: Part 2 and Statistics Annex. Athens: European Public Law Organization (EPLO)/Hellenic Ministry for Migration and Asylum/European Commission/European Migration Network.

https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/69914d51-b606-447b-95f3-2e4af9f982a2_en

Le rapport politique annuel de 2019 vise à informer les États membres et la Commission européenne de tous les développements qui ont eu lieu au cours de l'année 2019, dans les domaines de la migration et de l'asile en Grèce.

Fouskas, T. and Koulierakis, G. (2022). "Demystifying Migration Myths: Social Discourse on the Impact of Immigrants & Refugees in Greece", Special Issue of Urbanities, Vol. 12 Supplement 5, 9-28, on Greek Crisis and Inequalities: Anthropological Views guest-edited by Prof. M. Spyridakis.

<https://www.anthrojournal-urbanities.com/wp-content/uploads/2022/01/5-Fouskas-Koulierakis.pdf>

Cet article est basé sur l'analyse de registres statistiques et de la couverture médiatique. La discussion se concentre sur la démystification des perceptions négatives, des stéréotypes et des mythes concernant les immigrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les localités urbaines, en examinant le discours social sur les répercussions de la migration dans la société grecque.

Espagne

Le marché du travail des femmes migrantes en Espagne est souvent défini comme précaire. Les femmes migrantes nouvellement arrivées sont, dans la plupart des cas, contraintes de travailler comme domestiques, comme étape d'insertion temporaire jusqu'à ce qu'elles trouvent un emploi plus stable. En outre, il convient de noter qu'en Espagne, le modèle de migration s'est développé en réponse aux demandes de soins. La légalisation administrative a favorisé les femmes effectuant ce type de travail [1]. Par exemple, les données de 2015 de l'enquête sur les femmes immigrées [2] ont montré qu'en Espagne, 58% des emplois des femmes immigrées hors UE se concentraient autour de trois professions : les travaux domestiques et de soins, le nettoyage et la restauration.

Bien que des canaux aient été établis pour valider les qualifications des étrangers, les obstacles restent très



voyants. En Espagne, les conditions de reconnaissance des diplômes universitaires étrangers sont réglementées par le "décret royal 967/2014, du 21 novembre, qui établit les conditions et la procédure de reconnaissance et de déclaration d'équivalence des diplômes et des niveaux académiques universitaires officiels et de validation des études supérieures étrangères, ainsi que la procédure de détermination de la correspondance avec les niveaux du cadre espagnol des qualifications de l'enseignement supérieur pour les diplômes officiels d'architecte, d'ingénieur, de bachelier, d'architecte technique, d'ingénieur technique et de diplômé". Le délai moyen de traitement est de deux ans et demi. En conséquence, le ministère des Universités s'est engagé, en 2021, à réduire ces délais à moins de six mois [3]. De nombreuses femmes renoncent à la procédure de validation de leur diplôme ou ne l'obtiennent qu'après de nombreuses années. Leurs difficultés comprennent, entre autres, le coût élevé de la validation, la nécessité de passer des diplômes qu'elles ont déjà obtenus et qui ne sont pas reconnus en Espagne, les frais de scolarité qu'elles doivent payer parce qu'elles n'ont pas la nationalité espagnole, et la nécessité de présenter tous les documents de leur pays d'origine et la quantité de bureaucratie que cela implique [4].

Outre ces obstacles, les femmes migrantes se heurtent généralement à un certain nombre de freins à l'insertion professionnelle en Espagne, tels que : la méconnaissance de la langue et des coutumes, les difficultés d'accès aux conseils juridiques, la méconnaissance des possibilités d'entrepreneuriat, le manque de réseaux de soutien et/ou les obstacles à la conciliation entre la vie personnelle, la prise en charge de leurs enfants (dans son cas) et le travail. Les propositions d'amélioration comprennent donc : la promotion de cours de langue et de culture espagnoles ; les collaborations avec le monde de l'entreprise (différents types d'accords favorisant l'incorporation des femmes migrantes dans les entreprises) ; l'encouragement de la prestation de services d'orientation intégrale (accompagnement juridique, conseil en matière d'emploi et d'entrepreneuriat) ; et l'amélioration de la procédure de reconnaissance des qualifications et des services pour soutenir leur équilibre travail-vie privée [5].

Le programme Clara de l'Institut de la femme du gouvernement espagnol en est un exemple. Ce programme vise à accroître l'employabilité des femmes en situation de risque ou d'exclusion, comme les femmes migrantes, et qui présentent des difficultés particulières d'insertion professionnelle, en améliorant leurs qualifications professionnelles (<https://www.inmujeres.gob.es/areasTematicas/AreaProgInsercionSociolaboral/Clara.htm>). Pour conclure, nous invitons les étudiants à consulter le cas de réussite intitulé "Une histoire d'intégration par la confiance dans les entités et les autorités", accessible à l'adresse https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NjA. Ce cas montre les difficultés rencontrées par une femme immigrée pour accéder au marché du travail en Espagne, notamment les obstacles à la validation de son diplôme et le rôle clé des conseils et de l'accompagnement qu'elle reçoit des institutions.

References

- [1] DÍAZ GORFINKIEL, M. & MARTÍNEZ-BUJÁN, R. "MUJERES MIGRANTES Y TRABAJOS DE CUIDADOS: TRANSFORMACIONES DEL SECTOR DOMÉSTICO EN ESPAÑA", PANORAMA SOCIAL, (27), MADRID, FUNCAS, 2018, 105-118.
- [2] ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL PARA LAS MIGRACIONES (OIM) E INSTITUTO UNIVERSITARIO DE ESTUDIOS SOBRE MIGRACIONES (UNIVERSIDAD P. COMILLAS). "LA SITUACIÓN LABORAL DE LA MUJER INMIGRANTE EN ESPAÑA. ANÁLISIS Y PROPOSICIONES PARA LA IGUALDAD DE TRATO Y LA LUCHA CONTRA LA DISCRIMINACIÓN, MADRID, OIM, 2015.
- [3] LA VANGUARDIA. "ESPAÑA SE CONJURA PARA AGILIZAR LA HOMOLOGACIÓN DE TÍTULOS EXTRANJEROS". 2021. [HTTPS://WWW.LAVANGUARDIA.COM/VIDA/20210324/6605273/INMIGRANTES-HOMOLOGAR-TITULO-UNIVERSITARIO-SEIS-MESES.HTML](https://www.lavanguardia.com/vida/20210324/6605273/inmigrantes-homologar-titulo-universitario-seis-meses.html)
- [4] FEDERACIÓN DE MUJERES PROGRESISTAS. "MUJER INMIGRANTE Y EMPLEO DE HOGAR: SITUACIÓN ACTUAL, RETOS Y PROPUESTAS". MADRID, 2020.
- [5] AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA. "ESTUDIO SOBRE LA SITUACIÓN LABORAL Y SOCIAL DE LA MUJER INMIGRANTE EN MÁLAGA". MÁLAGA, 2016.

Resources en ligne

Migrant women in Spain: bastions of resistance after the economic crisis
<https://doi.org/10.24241/AnuarioCIDOBInmi.2018.130>



Cet article reflète la situation des femmes au cours de la dernière décennie, pendant la crise économique en Espagne.

Immigrant women entrepreneurs in rural areas. A factor of economic and social sustainability of the rural areas of the Valencian Community

<https://doi.org/10.4422/ager.2013.05>

Cette étude met en lumière les diverses initiatives entrepreneuriales des femmes immigrées dans l'environnement rural de la commune de Valence (Espagne), ainsi que leur rôle dans le maintien de la structure socio-économique rurale..

Wings European Project. Le projet Erasmus+ travaille sur la qualification sociale et économique des femmes immigrées, en fournissant à ces femmes des outils d'intégration par le biais d'opportunités d'apprentissage de qualité et en favorisant l'intégration professionnelle des femmes immigrées.

<https://wingsprojecterasmus.eu/>

France

Depuis plus de trente ans, les politiques et réglementations en matière d'immigration en France sont de plus en plus restrictives, ce qui rend la vie de tous les étrangers plus précaire, complexe, coûteuse en temps pour régulariser ou conserver le statut légal d'un migrant. Concernant le marché du travail, l'Etat promeut une politique de migration sélective à travers par exemple la loi du 24 juillet 2006. Cette législation privilégie la circulation des migrants qualifiés ou hautement qualifiés tout en limitant la libre circulation des personnes considérées comme peu qualifiées et confinées dans certains secteurs ou activités de travail précaire et saisonnier.

Les catégories légales de migration dans leur permis de séjour sont de plus en plus nombreuses. Elles définissent la nature et les droits du travail pendant leur séjour (" étudiant ", " travailleur temporaire ", " salarié ", " saisonnier ", " regroupement familial ", " talent ", etc.) Le passage d'une classification à l'autre implique des démarches administratives très complexes, alors même que les migrants peuvent appartenir à plusieurs catégories simultanément ou successivement au cours de leur vie. Il tend à produire de manière diversifiée, temporelle ou définitive, des "migrants irréguliers" et implique un contrôle sur les migrants, avec ou sans papiers, qui doivent surmonter de nombreuses barrières dans le système administratif très compliqué, surtout pour les nouveaux arrivants : papiers de leurs employeurs qui doivent rencontrer avec leurs employés les mêmes difficultés ; obtenir un rendez-vous où ils peuvent remettre les papiers pour les demander, ce qui est presque impossible dans certaines régions de France ; etc. Même le migrant hautement qualifié ne peut échapper à ces difficultés. De plus, les obligations familiales et les tâches multiples des mères limitent leur mobilité sur le marché du travail.

Dans l'économie informelle, en particulier dans les services liés aux soins, les femmes migrantes sont fortement concentrées. Beaucoup d'entre elles exercent un travail et des emplois non déclarés pour différentes raisons : certaines n'ont pas le choix car elles n'ont pas de permis de séjour ou d'autorisation de travail, ou leurs employeurs ne veulent pas leur offrir de contrat, tandis que d'autres choisissent de le faire pour gagner (mieux) leur vie. Malgré les procédures légales, beaucoup sont des sans-papiers qui travaillent avec un contrat sous le nom d'une autre personne.

La régularisation représente une étape importante dans les trajectoires des femmes migrantes. Elle leur permet d'accéder aux segments et aux formes de prestation de services les plus formels. Avec une offre d'emploi sérieuse dans les listes de métiers en pénurie et un papier justifiant leur travail au cours des dernières années de la part de leurs employeurs, la régularisation de leur statut est possible. En réalité, le nombre de régularisations liées à l'emploi



est en baisse depuis plusieurs années, notamment en raison de la difficulté générale à obtenir un rendez-vous dans les préfectures. Pour le gouvernement, c'est une conséquence de la crise de Covid-19 où les services publics sont saturés. Bien que des barrières supplémentaires pour les migrants soient observées en termes d'accès à l'information et à leurs droits (ex. réduction des services en face à face ; généralisation des services en ligne difficiles d'accès ; dématérialisation des services publics sans tenir compte de la fracture numérique pour certains groupes sociaux ; etc.)

L'accès aux formations qualifiantes et aux qualifications est une condition importante pour impliquer les femmes dans une mobilité de long terme dans les activités formelles du marché du travail. La question reste de savoir dans quelle mesure elles sont accessibles aux femmes migrantes, car les formations ont été réduites en raison des contraintes budgétaires. L'AFPA (l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes) propose des formations professionnelles qualifiantes avec un titre professionnel délivré par le ministère du travail. Elle propose par exemple un projet sur mesure pour les réfugiés pendant deux ans appelé "HOPE", notamment dans certains groupes de professions où les entreprises recherchent des travailleurs qualifiés. Ce projet offre une formation professionnelle, une formation linguistique (y compris l'acquisition d'une langue professionnelle spécialisée et d'une langue institutionnelle), des solutions de logement et le soutien d'un travailleur social.

L'accès au marché du travail et la mobilité ne sont pas toujours une question de permis, de compétences, de diplômes ou d'expériences professionnelles. Les femmes migrantes rencontrent de sérieux obstacles dans leur vie professionnelle, même si elles sont hautement qualifiées : reconnaissance des qualifications existantes, accès limité aux emplois du secteur public, difficultés multiples dues aux exigences strictes en matière de visa et de permis de séjour, responsabilités familiales en matière de garde d'enfants, discriminations liées à leur sexe, leur origine, leur religion, etc. Des politiques axées sur ces obstacles devraient être élaborées afin de faciliter l'accès des femmes migrantes au marché du travail et leur mobilité à long terme.

Références

Promoting Integration for Migrant Domestic Workers in Europe: A Synthesis of Belgium, France, Italy and Spain

https://ecommons.cornell.edu/bitstream/handle/1813/87675/ILO_Promoting_integration_for_migrant_domestic_workers_in_Europe.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Cette étude examine les travailleurs domestiques migrants et souligne les principaux obstacles que les travailleurs domestiques rencontrent fréquemment dans différents pays de l'UE.

Migrant Women's Access to Labour Market in six European cities: a comparative approach

https://docs.euromedwomen.foundation/files/ermwf-documents/8162_4.231.migrantwomen%E2%80%99saccesstolabourmarketin6europeancities.pdf

Ce rapport propose une approche comparative de l'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail dans six villes européennes, sous l'angle de l'impact généré des politiques d'intégration sur l'emploi des femmes migrantes.

Italie

Il est possible d'observer que l'Italie attire **des travailleurs migrants** qui sont placés dans les **services** et le **commerce**, plutôt que des travailleurs hautement qualifiés. Cette situation est due aux **conditions socio-économiques** qui définissent la **société italienne** d'aujourd'hui : difficultés économiques en général, différences socio-économiques entre les zones géographiques et les classes sociales, questions de genre, discrimination, etc. Le résultat final est que même les **femmes migrantes qualifiées ne trouvent pas un bon emploi**.

En ce qui concerne l'intégration sociale et professionnelle des femmes migrantes dans leur ensemble, la question



de leur **in/visibilité** ressort de diverses études. La réalité sociale vécue par les femmes migrantes a été définie comme une **triple oppression** (ou **marginalisation**) : sociale, économique et culturelle (Campani 2007 : 5-6) ; cette situation découle de leur condition générale de migrantes, de leur emploi dans des niches socio-économiques (surtout domestiques, donc dans le secteur privé) et de leur absence dans la sphère publique. Le phénomène des **niches socio-économiques** et de la **professionnalisation/spécialisation ethnique** s'applique particulièrement aux femmes qui travaillent et vivent dans des familles italiennes en tant que domestiques ou aides-soignantes, pour la plupart originaires d'Europe de l'Est (Ukraine, Roumanie, etc.) et d'Amérique du Sud (Pérou, etc.), ainsi que d'autres contextes d'origine (Sri Lanka, Cap-Vert, Somalie, etc.).

En ce qui concerne leur intégration professionnelle, les personnes interrogées (Italie) ont indiqué plusieurs difficultés à trouver un emploi, et ont remarqué la question de la reconnaissance professionnelle : les femmes migrantes sont confrontées à **l'impossibilité de faire reconnaître leurs qualifications professionnelles** obtenues dans leur pays d'origine, ce qui est perçu et interprété comme une forme de **discrimination institutionnelle**.

Une telle situation affecte de nombreuses femmes migrantes, aussi bien celles qui souhaitent obtenir un emploi que celles qui souhaitent développer leur propre esprit d'entreprise et créer un commerce : à cet égard, les **cours de formation** promus et financés par des organismes locaux, régionaux, nationaux et internationaux/de l'UE s'offrent sans aucun doute comme un outil d'intégration pour les femmes migrantes.

Un autre aspect, qui est ressorti du travail de terrain avec les femmes migrantes, concerne le **dépassement des rôles "féminins traditionnels"** qui affectent davantage leur intégration socio-économique dans la société d'accueil : cela signifie qu'il y a un fort besoin d'un travail constant avec les femmes (et les hommes) migrantes visant à leur inclusion par la promotion d'une variété de styles de vie afin de surmonter leur rôle d'épouses et de mères dans leurs contextes d'origine, c'est-à-dire les familles ou les communautés.

Comme il est apparu au cours de la recherche, les femmes migrantes expriment des inquiétudes quant à l'accès à un **système de retraite/pension**, ce qui est particulièrement vrai pour les femmes employées dans le secteur domestique (*care* et assistance).

Compte tenu de leurs conditions sociales, les femmes migrantes sont souvent amenées à **trouver un emploi en utilisant des canaux informels**, c'est-à-dire les réseaux de soutien de la famille, des amis, des associations de migrants, des ONG, plutôt que de recourir aux ressources institutionnelles publiques.

Certaines **stratégies spécifiques de requalification professionnelle et d'intégration au travail** ont émergé de la recherche, ce qui signifie qu'une partie des femmes immigrées tentent de s'intégrer socialement et économiquement en se référant à des secteurs particuliers, qui peuvent être subdivisés en 4 contextes :

- 1) **services aux migrants** : médiation (culturelle et linguistique), associations, secteur de l'accueil, c'est-à-dire services aux demandeurs d'asile - ces contextes n'offrent généralement pas de moyens de subsistance constants ou garantis;
- 2) la participation à des **cours de formation**, en particulier ceux qui sont promus, organisés et financés par l'UE, bien que souvent mis en œuvre par le réseau des ONG locales;
- 3) participation à des **projets européens**;
- 4) **changement de domaine professionnel**, seul ou avec le mari/partenaire respectif.

"Emigration as a Strategy for Reaching Personal Autonomy and Professional Fulfilment" https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDU=: Dans cette histoire, la protagoniste a pu réaliser son rêve professionnel grâce à un programme européen de formation et d'insertion professionnelle.

"When Education is not a Synonymous with Recognition for an Immigrant Woman" https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDc=: cette histoire rapporte la difficulté d'une femme immigrée à obtenir un poste d'enseignante dans une école publique : cette difficulté est due à l'impossibilité de faire reconnaître ses qualifications professionnelles obtenues dans son pays d'origine.

Références

Campani G., 2007, *Gender and Migration in Italy: State of the Art*, Working Paper No. 6 – WP4, January 2007, FeMiPol Project, University of Frankfurt.

(<https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.585.925&rep=rep1&type=pdf>)

Cet article traite de l'intégration socio-économique des femmes migrantes en Europe, sur l'exemple de l'Italie et du modèle méditerranéen. Une attention particulière est accordée à certains concepts importants, tels que la pluralité des voix, la triple oppression des femmes migrantes et leur rôle en tant que sujets actifs..

Castagnone E., Eve M., Petrillo E. R., Piperno F., coll. di Chaloff J., 2007, *Madri migranti. Le migrazioni di cura dalla Romania e dall'Ucraina in Italia: percorsi e impatto sui paesi di origine*, Working Papers, 34/2007, Programma MigraCtion, CeSPI, Roma & Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione (FIERI), Torino.

(<https://www.cespi.it/it/ricerche/madri-migranti-le-migrazioni-di-cura-dalla-romania-e-dallucraina-italia-percorsi-e-impatto>)

Cet article traite d'une recherche sur les migrations féminines de Roumanie et d'Ukraine vers l'Italie dans le but d'explorer les stratégies adoptées par les travailleuses et d'évaluer les conséquences du "système informel de bien-être transnational" pour elles-mêmes et leurs familles et, plus généralement, pour les sociétés d'accueil et d'origine.

Romens A.-I., 2021, "Don't let people walk all over you": Migrant women with tertiary education coping with essentialism in Italy and France, *AG AboutGender* 10(20), pp. 231-263.

(<https://riviste.unige.it/index.php/aboutgender/article/view/1317>)

Cet article analyse la manière dont les femmes migrantes ayant fait des études supérieures font face, résistent et finalement remettent en question les processus essentialistes auxquels elles sont confrontées au travail et dans leurs interactions quotidiennes.

Portugal

Au Portugal, l'accès au marché du travail et à l'emploi est régi essentiellement par le code du travail (loi n° 7/2009, 12 février). Ses articles 4 et 5 contiennent des dispositions spécifiques pour les travailleurs étrangers ou les apatrides, le principe d'égalité de traitement étant essentiellement garanti en ce qui concerne les travailleurs de nationalité portugaise. Dans la même loi, nous trouvons des dispositions normatives faisant référence à l'égalité et à la non-discrimination sur le marché du travail et de l'emploi, entre les articles 23 et 32. Il s'agit de normes dont le contenu conceptuel indique ce qu'il faut entendre par discrimination directe, discrimination indirecte, travail égal pour une valeur égale, mesures d'action positive et interdiction du harcèlement. Il convient de noter l'accent mis sur l'article 24.3(a), où le travailleur étranger est protégé par l'application du principe de l'égalité des chances dans l'accès au travail et à l'emploi. Les dispositions légales adoptent un langage neutre. Toutefois, les normes de travail des articles 30, 31 et 32 revêtent un caractère nettement sexué, puisqu'il est expressément indiqué à l'article 30, paragraphe 1, que "l'exclusion ou la restriction de l'accès d'un demandeur d'emploi ou d'un travailleur en raison de son sexe à une activité ou à une formation professionnelle déterminée (...) constitue une discrimination fondée sur le sexe".

Outre les dispositions relatives au travail, il convient de noter les mesures de mise en œuvre aux niveaux national et régional. Au premier niveau, le Plan stratégique pour la migration 2015-2020 (Résolution du Conseil des ministres N° 12-B/2015) se distingue. Sa mesure 23 prévoit la promotion de l'amélioration des conditions de travail.

Au niveau régional, nous soulignons les Centres locaux d'appui à l'intégration des immigrants (CLAIM). Le CLAIM de Bragança entend créer des réseaux d'intégration avec des institutions dans des domaines tels que la santé,



l'éducation, l'emploi et la culture. Selon lui, les femmes immigrées font preuve d'une grande capacité de travail et d'adaptation au contexte social et décident de rester lorsqu'elles trouvent des situations de travail plus stables. Les instruments locaux de la plus haute importance sont les plans municipaux pour l'intégration des migrants (PMIM), dont celui de Lisbonne (2018-2020) se distingue par un axe spécifique (II) qui vise à travailler sur la perspective de genre en faisant appel à la participation publique des femmes immigrées.

La recherche VIW montre que les facteurs économiques, financiers et de travail sont mentionnés par les femmes immigrées, d'une part, comme des éléments dissuasifs au projet de migration et, d'autre part, comme l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées dans les pays d'accueil. La reconnaissance des compétences professionnelles et l'accès à un emploi qualifié sont déterminants dans la décision de rester. Cependant, la grande difficulté d'obtenir cette reconnaissance, qui conduit les femmes à des emplois moins qualifiés et précaires, a été évoquée. Pour surmonter cet obstacle, l'entrepreneuriat apparaît comme une ressource.

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire de réussite d'une femme migrante au Portugal intitulée "De l'invisible au visible", disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTI.. Cette histoire de réussite montre comment cette femme a créé sa propre entreprise comme moyen de s'affirmer socialement et financièrement.

Références

Guia de Acolhimento para Migrantes- Acesso ao Mercado de Trabalho [Reception Guide for Migrants - Access to the Labor Market]

<https://www.acm.gov.pt/documents/10181/0/Guia+de+Acolhimento+para+Migrantes/26d16add-11ef-4330-beb8-04ae262ad72b>

ACM - Guide d'accueil des migrants (pages 92-99). Dans les pages indiquées, ce guide décrit les procédures et les institutions de soutien à la recherche active d'un emploi.

Os trabalhadores imigrantes e os riscos associados ao trabalho [Immigrant workers and employment-related risks]

https://www.om.acm.gov.pt/documents/58428/183863/migracoes2_art11.pdf/5468304d-3747-474c-bf76-ddd1dd903b04

Article d'opinion sur les travailleurs immigrés et les risques liés au travail. Cet article met en évidence les facteurs d'exposition des travailleurs immigrés aux risques liés à l'exercice d'activités professionnelles.

Slovénie

Certaines catégories de ressortissants étrangers ont le droit d'accéder librement au marché du travail slovène. Cela signifie qu'ils peuvent travailler, trouver un emploi et devenir indépendants sans permis de travail. Ce droit s'applique aux citoyens des États membres de l'UE, des pays de l'Espace économique européen (EEE) et aux citoyens suisses. Les ressortissants de pays tiers rencontrent toutefois des difficultés pour accéder au marché du travail en Slovénie. Avec une formation supérieure ou un statut universitaire, il est plus facile de trouver un emploi et de s'intégrer. Dans certains domaines, il est possible de trouver un emploi avant même d'émigrer, car certains domaines professionnels sont reliés à des réseaux internationaux, mais la bureaucratie slovène complique une transition facile. Entrer dans le pays avec un emploi fixe facilite le processus de résidence (différents types) et offre une sécurité sociale par le biais d'un emploi ou d'un travail indépendant. Lorsque la procédure de résidence est terminée, le migrant a les mêmes droits que les travailleurs autochtones pour accéder aux aides publiques, par



exemple en s'inscrivant comme chômeur auprès de l'agence pour l'emploi de Slovénie en cas de perte d'emploi.

Les demandes de permis unique de séjour et de travail doivent être déposées auprès d'une unité administrative (en Slovénie) ou auprès du bureau diplomatique ou consulaire du pays d'origine du migrant. Les demandes sont traitées selon les procédures et les règlements, conformément à la loi sur l'emploi, le travail indépendant et le travail des étrangers. La procédure de permis unique, gérée par les unités administratives, requiert l'approbation de l'agence pour l'emploi de Slovénie, qui est accordée - à condition que les exigences légales pour cette approbation particulière soient remplies. Les permis uniques peuvent être accordés pour l'exercice d'un emploi, d'une activité indépendante et d'un travail ; pour la prolongation d'un emploi, le changement d'employeur ou en raison d'un emploi auprès de deux employeurs ou plus ; pour la carte bleue européenne ; pour les travailleurs détachés ; pour les cours de formation ou de perfectionnement destinés aux ressortissants étrangers ; pour le travail saisonnier, etc. Les ressortissants étrangers ont le droit d'exercer une activité indépendante après avoir résidé légalement (et de manière continue) en Slovénie pendant un an. Toutefois, des permis de travail, délivrés par le service de l'emploi, restent nécessaires pour les travaux agricoles saisonniers d'une durée maximale de 90 jours, l'emploi de citoyens de Bosnie-Herzégovine et l'emploi de citoyens de Serbie.

Les étudiants peuvent ainsi constater la complexité de la bureaucratie liée à l'accès au marché du travail en Slovénie, malgré l'assouplissement de certaines règles. Il leur est conseillé de suivre les pages Facebook des syndicats pour en savoir plus sur les développements dans le domaine de l'intégration économique des femmes migrantes originaires de pays non membres de l'UE, par exemple [\(13\) Delavska svetovalnica | Facebook](#). Pour les histoires d'entrepreneuriat des femmes migrantes, ils ont pour consigne de rechercher les posts des médias afin de trouver eux-mêmes des histoires de réussite d'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail (e.g. <https://www.spar.si/mediji/ss-hit-produkt-2021-so-testenine-batasta>, <https://www.zadovoljna.si/traci/oddaje/martina-wanis-batasta-startaj-slovenija.html>).

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire suivante, qui met en scène une femme migrante en Slovénie et qui s'intitule "Surmonter les obstacles bureaucratiques, le manque d'informations et les problèmes de soins de santé", accessible sur le site du projet [Welcome to VIW project \(pixel-online.org\)](#). Cette histoire illustre le problème de l'obtention d'informations correctes et rapides sur diverses questions. Les élèves sont également invités à lire une autre histoire mettant en scène une femme migrante en Slovénie et intitulée "Job-related opportunities, overcoming language barrier and challenges from the perspective of young migrant woman", accessible à l'adresse suivante : https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NjY=

Références

Bajt, Veronika (2021). Nacionalizem in prekarlost migrantskih delavk in delavcev. In: Študije o prekarosti, 544-557

Pajnik, Mojca; Bajt, Veronika (2020). Precariousness of migrant women. In: Migration, trafficking and gender construction.

Pajnik, Mojca; Bajt, Veronika (2011). 'Third country' migrant workers as 'third class non-citizens' in Slovenia. In: Precarious migrant labour across Europe, 97-118

Pajnik, Mojca; Bajt, Veronika (2011). Migrant women and their labour. In: Gazing at welfare, gender and agency in post-socialist countries, 320-337

EWSI – European Website on Integration: Slovenia. Brussels: Migration Policy Group. Available at: [Governance of migrant integration in Slovenia | European Website on Integration \(europa.eu\)](#)

Le site Web européen sur l'intégration (EWSI) est une initiative de la Commission européenne et relève de la responsabilité de la direction générale des affaires intérieures et des migrations. Le site web est la seule source à





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

l'échelle de l'UE qui fournit aux décideurs politiques et aux praticiens des informations actualisées et des bonnes pratiques sur l'intégration des migrants.

Employment Service of Slovenia. Working in Slovenia. Disponible sur:

https://english.ess.gov.si/the_info_point_for_foreigners/working_in_slovenia



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

CHAPITRE 5: DIMENSION EUROPÉENNE

	LES RÈGLES D'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL	LIMITES	DONNÉES SUR LES EMPLOIS LES PLUS OCCUPÉS PAR LES FEMMES MIGRANTES
France	Il existe plusieurs lois relatives au marché du travail des femmes migrantes. On peut citer la loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration, qui promeut une politique migratoire sélective.	Principales difficultés malgré un classement élevé : manque de reconnaissance des qualifications existantes, accès limité aux emplois du secteur public, exigences strictes en matière de visa et de permis de séjour, responsabilités familiales, discriminations (sexe, origine, religion, etc.).	Le nombre de femmes qui exercent leur activité dans le service de <i>care</i> est important. Beaucoup de ces emplois sont des emplois non déclarés. En outre, le taux de chômage des femmes migrantes est élevé. En 2017, il était de 21%.
Grèce	Il existe diverses lois relatives à l'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail, par exemple : La loi 4251/2014 Code de l'immigration et de l'intégration sociale et autres dispositions inclut la perspective de genre dans la politique migratoire dans les procédures La loi 4636/2019 "Sur la protection internationale et autres dispositions" les femmes sont également mentionnées.	Il existe une forte division du travail où les femmes migrantes se retrouvent dans le secteur informel du marché du travail, travaillant sans assurance et sans être en situation régularisée. Si une femme est un demandeur d'asile (un demandeur de protection internationale) et a terminé la procédure de dépôt de sa demande de protection internationale et possède une carte de demandeur de protection internationale ou une carte de demandeur d'asile en cours de validité, elle a le droit d'accéder à un emploi salarié ou à la fourniture de services ou de travail. Si une femme est un demandeur d'asile, elle n'a pas le droit d'être indépendante ou de créer sa propre entreprise. Si une femme a été reconnue comme réfugiée ou bénéficiaire de la protection subsidiaire et qu'elle possède un permis de séjour valide, elle a accès aux mêmes conditions que les ressortissants grecs.	59,4 % des femmes migrantes travaillent dans le secteur des ménages, 17,2 % dans l'hébergement et la restauration, 7,2 % dans l'industrie manufacturière, 3,5 % dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche et 2,7 % dans le commerce de gros et de détail. En outre, le nombre de chômeurs est très élevé. L'économie souterraine en Grèce est estimée à 29,4% du PIB du pays. Les emplois dans lesquels les femmes migrantes sont largement employées sont des emplois rémunérés ou non rémunérés en dehors des marges de l'emploi formel et non déclarés.
Italie	Toutes les lois sur l'immigration (dès la première) ont de plus en plus abordé le phénomène en termes de travail (plus la sécurité publique et l'urgence). Pour travailler en Italie, les ressortissants étrangers doivent être en possession d'un permis de travail (permis de séjour à des fins de travail), qui est soumis à une série d'exigences,	Parmi les obstacles, on peut citer : l'impossibilité de faire reconnaître leurs qualifications (discrimination institutionnelle), l'invisibilité des femmes migrantes qui peut être définie comme sociale, économique et/ou culturelle (c'est à la fois une cause et une conséquence), leur absence dans la sphère publique et la préoccupation constante	Identification des niches d'emploi socio-économiques des femmes migrantes, notamment dans le domaine des services/ <i>care</i>

	dépendant de la loi sur l'immigration pertinente.	concernant des aspects tels que l'accès futur au système de retraite et de pension.	
Portugal	L'accès au marché du travail et à l'emploi est régi essentiellement par le code du travail (loi n° 7/2009, 12 février).	Faible reconnaissance des compétences professionnelles et, par conséquent, grandes difficultés d'accès à un emploi qualifié	Un grand nombre de femmes migrantes résidant au Portugal doivent occuper des emplois peu qualifiés. L'esprit d'entrepreneuriat est encouragé comme alternative.
Slovénie	L'accès au marché du travail et les dispositions relatives à l'emploi sont régis par la loi sur l'emploi, le travail indépendant et le travail des étrangers.	Bureaucratie complexe pour accéder au marché du travail ; aucun accès aux emplois du secteur public ; exigences strictes en matière de visa de travail et de permis de séjour ; discrimination ethnique et nationale.	Les femmes ayant un niveau d'éducation ou d'études supérieur ont plus de facilités à trouver du travail et à s'intégrer. Dans certaines régions, il est possible de trouver du travail avant même d'émigrer.
Espagne	On peut citer le décret royal 1800/2008 du 3 novembre, qui développe le décret-loi royal 4/2008, du 19 septembre, relatif au cumul et au paiement anticipé des allocations de chômage contributives des travailleurs étrangers non communautaires qui retournent volontairement dans leur pays d'origine.	Difficultés de validation du titre (beaucoup de bureaucratie, prix élevés...), manque de connaissance de la langue/des coutumes, manque de conseils juridiques, manque de connaissance de l'entrepreneuriat, manque de réseaux de soutien, difficultés de conciliation de la vie familiale.	En 2015, 58% des professions des femmes immigrées hors UE en Espagne étaient concentrées dans trois professions : travail domestique et de <i>care</i> , femme de ménage et serveuse.

Idées générales

Dans les contextes analysés, on observe que les femmes migrantes ont de grandes difficultés à accéder au marché du travail. Un aspect commun à la plupart des pays est que les femmes ont tendance à occuper des emplois peu qualifiés, quelles que soient leurs qualifications. De même, certaines niches de travail ont été identifiées, principalement celles de *care*. Cela montre comment les femmes migrantes sont insérées dans la sphère privée, assumant une plus grande invisibilité. Elles exercent généralement des emplois précaires et mal rémunérés.

D'autres questions analysées montrent les difficultés que rencontrent les femmes migrantes pour la validation des qualifications, ce qui entrave leur développement professionnel. De même, la culture de l'entrepreneuriat reste peu développée chez les femmes migrantes, alors qu'il s'agit de l'une des lignes de développement qui devrait être avancée à l'avenir.

OBJET PEDAGOGIQUE/ ACTIVITE PRATIQUE

Activité pratique

Dans le module 4, nous analysons les difficultés que rencontrent les femmes migrantes pour accéder à des emplois qualifiés avec une formation supérieure obtenue dans leur pays d'origine, et comment elles doivent se contenter d'accéder à des emplois moins qualifiés.

Durée: 45 minutes

Objectifs:

- Détecter les difficultés d'accès des femmes migrantes au marché du travail.
- Identifier les emplois dits "de care".
- Découvrir les stratégies d'inclusion professionnelle qui favorisent l'accès des femmes migrantes à l'emploi.
- Identifier les difficultés spécifiques dues à la pandémie de covid19.

Afin de renforcer vos connaissances, nous vous proposons les activités pratiques suivantes.

Activité 1 : Analysez et réfléchissez à la situation suivante :

1. Un homme, 21 ans, originaire de Colombie, arrive en Allemagne en situation irrégulière ; dans son pays d'origine, il a étudié les soins infirmiers, mais son diplôme n'a pas été reconnu en Espagne.
2. Une femme, âgée de 23 ans, originaire du Venezuela. Elle vient avec un enfant à charge, a deux autres enfants dans son pays d'origine. Elle entre en Espagne de manière irrégulière. Elle a fait des études d'infirmière dans son pays d'origine.
 - Selon vous, qui aura un processus d'intégration plus facile ?
 - L'un d'entre eux pourra-t-il accéder à des emplois correspondant à sa formation ?
 - Pensez-vous qu'il pourrait y avoir une discrimination entre les garçons et les filles lorsqu'il s'agit d'accéder à un même emploi ?
 - Pourquoi les femmes ont-elles tendance à accéder à des emplois peu qualifiés ? Pensez-vous qu'il existe des emplois "réservés" aux femmes migrantes ? Donnez un exemple.

Activité 2 : La double discrimination : "genre" et "pays d'origine".

- Réfléchissez aux raisons pour lesquelles le fait d'être une "femme", un "migrant" et un "demandeur d'emploi" rend encore plus difficile l'accès aux emplois qualifiés. Donnez quelques exemples.
- Identifiez dans le texte un exemple de stratégie d'inclusion professionnelle qui favorise l'accès des femmes migrantes au marché du travail.
- Réfléchissez et proposez deux mesures concrètes qui pourraient favoriser l'accès des femmes migrantes au marché du travail qualifié.

GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	http://www.encyclopedie.fr/definition/allophobie
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, <i>Dictionnaire de philosophie</i> , éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	Sensible au genre. Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à la dimension de genre : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les remplaçant par les caractéristiques de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34 Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

	<p>culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.</p>	
Autonomisation	<p>(des femmes, e. des femmes migrantes)</p> <p>Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.</p>	<p>International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22.</p> <p>United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm</p>
carte bleue européenne	<p>L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Communauté	<p>La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les communautés de migrants sont</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.	
Compétence culturelle	<p>(dans les études sur la migration et les services sociaux)</p> <p>Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.</p>	<p>Ann Marie Garran & Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, <i>Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work</i>, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533</p> <p>Lalueza J.L. & Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (<i>Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural</i>), <i>Culture and Education</i>, 32(3), 556-582 https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In <i>New Waves in Social Psychology</i> (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.</p>
Diversité des femmes migrantes	<p>(Condition de migrante et de femme)</p> <p>Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.</p>	<p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, pp. 31-32.</p>
Double (ou triple)	(des femmes migrantes)	Campani, 2007, p. 5.

<p>isolement & marginalisation & oppression</p>	<p>Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).</p>	<p>European Commission, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4.</p>
<p>double nationalité</p>	<p>La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sang</p>	<p>La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sol</p>	<p>Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Droits (humains) des femmes</p>	<p>(syn. droits humains des femmes). Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et indivisible des droits humains universels,</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4 & Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, p. 31.</p>

	c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.	
Droits de l'Homme	<p>(perspective des droits de l'homme)</p> <p>Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.</p>	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.
Éducation sensible au genre	<p>Parité dans l'éducation. Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. Objectif 4 : éducation de qualité : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.</p>	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.
Égalité des sexes	(syn. égalitarisme de genre, égalité des	Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022.



	<p>sexes, égalité sexuelle).</p> <p>Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.</p>	<p>UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.</p>
Emancipation	<p>(des femmes, des femmes migrantes)</p> <p>L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 Émancipation féminine ou libération des femmes : action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022</p>
Équité sociale	<p>L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.</p>	<p>Melbourne Social Equity Institute webpage. https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity. Consulté le 3 mars 2022.</p>
État providence (système)	<p>Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan économique ou social, en fournissant une</p>	<p>Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022.</p>

	<p>série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du système d'État-providence, financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.</p>	
Ethnicisation	<p>L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.</p>	<p>Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage <i>L'Ethnicisation de la France</i> (Éditions Lignes, 2011).</p>
Étranger	<p>Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Exploitation fondée sur le sexe	<p>Exploitation. Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].</p>
Genre	<p>Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8.</p> <p>Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm</p>

<p>Identité</p>	<p>L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.</p>	<p>Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3. https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf</p>
<p>Identité de genre</p>	<p>Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18. Wood, W., Eagly, A. (2009).</p>
<p>Identité sociale d'une femme migrante</p>	<p>(situation sociale, culturelle, économique et autre)</p> <p>Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des schémas sociaux liés à son genre, à la</p>	<p>Abrams, D., & Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. <i>Social identity theory: Constructive and critical advances</i>, 1-9.</p> <p>Benwell, B. (2006). <i>Discourse and identity</i>. Edinburgh University Press. De Fina, A. (2003). Identity in narrative. <i>A study of immigrant discourse</i>, 251.</p> <p>Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". <i>The International Encyclopedia of Language and Social Interaction</i>: 1–9.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. & Vasquez, O. (2015): Identity construction in</p>

	migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): <i>Conceptual and applied approaches to self in culture in mind</i> . Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). <i>The age of migration: International population movements in the modern world</i> . Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, <i>Sociology</i> , p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes minoritaires des normes et valeurs sociales	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. https://en.unesco.org/creativity/interculturality Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, <i>L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory</i> , Duke University Press, 2019.
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	(agente de son expérience migratoire) Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations. Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs-ses et des décideurs politiques, ainsi qu'à une	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

	<p>prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.</p>	
La femme migrante, une victime passive	<p>Le rôle de l'<i>agency</i> est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.</p>	Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.
Le bien-être social	<p>(s. bien-être)</p> <p>Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022].</p> <p>Protection sociale ou S. protection. Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).</p>	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.
Migration	Le concept de migration est défini dans un	Commission européenne (2018) Asile

	<p>sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.</p>	<p>et migration. Glossaire 6.0, p. 255</p> <p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)</p> <p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132</p>
Multiculturalisme	<p>Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265</p>
nationalité	<p>Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Naturalisation	<p>Tout mode d'acquisition après la naissance</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile</p>

	d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). <i>Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales</i> . Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités d'un État membre de l'UE à l'issue d'une	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Perspective de genre	(dans les études sur les migrations) La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une sensibilisation au genre qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19. (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92. Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de citoyenneté dans tous les domaines de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	<p>vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.</p>	
<p>Politiques sensibles au genre</p>	<p>(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre). Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la dimension de genre : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. Planification de l'égalité des sexes : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.</p>	<p>Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.</p>
<p>Pratiques d'inclusion sociale</p>	<p>Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.</p>

<p>Préjudice</p>	<p>Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.</p>
<p>Préjugés sexistes</p>	<p>(syn. préjugé de genre, parti pris de genre)</p> <p>Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.</p>	<p>Adapté d'Encyclopedia.com, 2019.</p> <p>Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.</p>
<p>Prestations de protection sociale</p>	<p>Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Processus d'intégration</p>	<p>Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents types de services, au marché du travail,</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.	
Protection des droits (de l'homme)	<p>Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).</p> <p>L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à promouvoir et à protéger les droits de l'homme : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.</p>	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.
Race	Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.	<p>American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3rd 2022.</p> <p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Barth, F. (1970). <i>Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of</i></p>

		<p><i>Culture Difference</i>. London: George Allen & Unwin.</p> <p>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1.</p> <p>Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3</p>
Racialisation/racialisation	Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir	Suzie Telep, "Racialisation", <i>Langage et société</i> , 2021/HS1, pp. 289 à 292.
Racisme	Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.	https://www.britannica.com/topic/racism
Racisme	Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.	REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.
		Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire de

		<p>l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.</p>
Racisme d'Etat	<p>Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique. À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.</p>	<p>Saïd Bouamama, <i>Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur</i>, Syllepse Eds, 2021.</p>
Racisme institutionnel	<p>Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité. "Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",</p>	<p>"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131 pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133</p>
regroupement familial; réunification familiale (FR)	<p>L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prendre b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Regularisation	<p>Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays tiers se voient accorder un</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-</p>

	statut juridique.	09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf , p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), <i>Immigrant families in contemporary society</i> (pp. 69–82). Guilford Press. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskis, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In <i>Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives</i> (pp. 25–44). Brill. http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la

		violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration. Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel). Généralisation des différences fondées sur le sexe, selon laquelle certaines attitudes,	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

	<p>émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).</p>	
<p>Stéréotype(s) (social)</p>	<p>Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de fausses attentes selon lesquelles les</p>	<p>Adapté de Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 & Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5.</p> <p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.</p>

	membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Violence sexiste	VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre). Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles (<i>Violence contre les femmes, VaW</i>), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception qu'elles sont étrangères à la communauté,	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf



**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

à la société ou à l'identité nationale,
la société ou l'identité nationale.

[ion.pdf](#), p.407



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.